

*Questions orales*

**Des voix:** Oh, oh!

• (1430)

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Ils savent que la seule façon de contrôler la dette est de réduire le déficit annuel, et pourtant tous les députés de l'autre côté m'attaquent chaque fois que nous essayons de le faire. Il parle à tort et à travers.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LE BUDGET**

## LES MODIFICATIONS TOUCHANT LA POLITIQUE SOCIALE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Ma question s'adresse au ministre des Finances. Tous les Canadiens se rendent compte que le gouvernement a commencé à s'éloigner carrément de la tradition de politique sociale. Tout ce que je peux dire au ministre des Finances, c'est qu'ils ne vont pas endurer cela bien longtemps.

Le ministre confirmerait-il à la Chambre que, au moment où le chef de famille de 45 ans—qui aujourd'hui gagne seulement 40 000\$ après 20 ans—commencera à toucher sa pension, le gouvernement invoquera certaines dispositions pour en récupérer une partie? Si le ministre admet que c'est le sort réservé au chef de famille moyenne, va-t-il essayer de se justifier aux yeux des Canadiens?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député connaît fort bien le but de ce programme. Je lui signale. . .

**M. Broadbent:** En effet. C'est ce qu'il a de répréhensible.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Je lui signale que ces programmes conservent leur caractère universel. Nous laissons en place le filet de sécurité établi en vertu des programmes. Toutefois, si nous voulons atteindre le but du budget, soit le maintien des programmes sociaux, nous devons absolument maîtriser la dette. Le député admet que le déficit est trop élevé et que nous devons contrôler la dette. De quelle façon s'y prendrait-il?

**M. Broadbent:** Un de ces jours, monsieur le Président, je me ferai un plaisir de déposer à la Chambre la lettre de cinq pages que nous avons adressée au ministre et dans laquelle nous lui expliquons comment trouver des fonds sans s'en prendre aux pauvres.

## L'IMPOSITION DES AVANTAGES SOCIAUX

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le ministre vient de dire que le principe de l'universalité est maintenu. Seul un conservateur peut prétendre qu'on maintient ce principe quand on reprend d'une main ce que l'on a donné de l'autre.

Puisqu'il justifie les coupures sombres imposées aux retraités dont les revenus dépassent 50 000 dollars en disant qu'ils n'ont pas besoin de l'aide du gouvernement, le ministre répondra-t-il sérieusement et nous dira-t-il pourquoi l'idéologie conservatrice, qui légitime aujourd'hui l'imposition des prestations de retraite n'excusera pas, demain, celle des sommes versées au titre de l'assurance-maladie.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je citerai le texte du budget que le député ne semble pas avoir lu. On y lit ceci:

L'objectif principal du filet de sécurité sociale est d'aider les personnes qui en ont le plus besoin, et non de subventionner les particuliers à revenu élevé.

Comme je l'ai déjà dit, nous laissons en place le caractère universel de ces prestations et nous agissons ainsi, je le répète, pour réduire les versements d'intérêts. . .

**M. Broadbent:** Avalez votre propagande.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** . . .pour pouvoir maintenir les programmes sociaux auxquels nous tenons, lui et moi, comme l'assurance-maladie dont il vient de parler. Voilà notre objectif. Si le député ne comprend pas. . .

**M. Broadbent:** Je comprends où vous voulez en venir. Je comprends très bien.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** . . .ne comprend pas les répercussions de la dette et des intérêts, il est probablement temps qu'il quitte la Chambre des communes et qu'il retourne à l'école pour s'informer.

## L'UNIVERSALITÉ DE L'ASSURANCE-MALADIE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, par un fait bizarre le ministre trouve plus facile de s'en prendre aux retraités qu'à l'assurance-maladie. J'aimerais qu'il réponde à la question. Hier et vendredi le premier ministre, comme le ministre l'avait fait lui-même à diverses occasions, a expliqué en Chambre ce grignotage des pensions en faisant valoir que les Canadiens à revenus élevés n'en avaient pas besoin. Si c'est là une raison pour les conservateurs, ce n'en est pas une pour nous, car comment savoir si les mêmes conserva-